

## OPINION DISSIDENTE DE M. BULA-BULA

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
INTRODUCTION	1-5
I. LES CONVERGENCES	6-7
II. LES DIVERGENCES	8-28
A. L'urgence	9-14
B. Le préjudice irréparable	15-23
C. La préservation des droits	24-28
III. CONCLUSION	29-37

---

## DISSENTING OPINION OF JUDGE BULA-BULA

*[Translation]*

## TABLE OF CONTENTS

	<i>Paragraphs</i>
INTRODUCTION	1-5
I. POINTS OF CONCURRENCE	6-7
II. POINTS OF DISSENT	8-28
A. Urgency	9-14
B. Irreparable prejudice	15-23
C. Preservation of rights	24-28
III. CONCLUSION	29-37

---

## INTRODUCTION

1. J'ai voté avec regret contre le dispositif principal de l'ordonnance du 8 décembre 2000 en indication de mesures conservatoires. Je comprends que la question ait profondément divisé la Cour. Il est ainsi apparu sage de rechercher un compromis entre les membres de la Cour.

2. Semblable raison peut être acceptable. D'autant plus qu'on se trouve, en la présente affaire, à une étape purement procédurale qui ne préjuge des droits d'aucune des Parties.

3. C'est précisément le caractère de jugement avant-dire droit qui m'incline à croire que le compromis final auquel a abouti la Cour est déséquilibré. D'où mon opinion selon laquelle l'organe judiciaire aurait dû clairement indiquer une mesure conservatoire minimale qui me paraît justifiée au regard des circonstances. Sans nécessairement suivre les termes de la demande, la Cour aurait pu prescrire d'office cette mesure comme son Statut (art. 41) et son Règlement (art. 75) le lui permettent.

4. Je suis d'avis que la haute juridiction devrait apporter une réponse certaine, nette et précise, qu'elle soit positive ou négative, à la sollicitation du Congo. En d'autres mots, elle devrait, soit la rejeter, soit l'accepter. La formule selon laquelle «les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à la Cour, ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir, en vertu de l'article 41 du Statut, des mesures conservatoires» (paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance) ne paraît pas, à première vue, exempte d'ambiguïté. On était habitué aux circonlocutions d'un organe politique principal de l'Organisation des Nations Unies appelé à prendre des décisions difficiles. On doit à présent s'accoutumer avec des formules proches de l'organe judiciaire principal de l'Organisation. L'enseignement, au sens large, de la jurisprudence y gagne-t-il?

5. C'est l'une des raisons principales de mon dissentiment (I). Mais il est vrai que je suis d'accord avec la majorité de la Cour sur certains points (II). En définitive, je présente la solution adéquate à mon sens (III).

## I. LES CONVERGENCES

6. Je vais signaler brièvement trois points examinés par la Cour qui rencontrent mon assentiment. Comme la majorité des juges, j'estime que la Cour est *prima facie* compétente (voir paragraphe 68 de l'ordonnance) en raison des déclarations respectives des Parties relatives à l'acceptation de la juridiction obligatoire (voir paragraphes 61 et 64 de l'ordonnance). Mais le demandeur n'a pas mentionné avec une précision mathématique le fondement de la compétence de la Cour. Je souscris aussi à la conclusion contenue dans l'ordonnance jugeant que «la demande en indication de mesures conservatoires du Congo n'a pas été privée d'objet du fait de la nomination de M. Yerodia Ndombasi comme ministre de l'éducation nationale le 20 novembre 2000» (paragraphe 60 de l'ordonnance). J'ai

## INTRODUCTION

1. It was with regret that I voted against the main clause of the operative part of the Order of 8 December 2000 concerning the indication of provisional measures. I understand that the Court was sharply divided over the question. It thus appeared wise to seek a compromise among the Members of the Court.

2. Such a reason may be acceptable, particularly since the present case is at a purely procedural stage which does not prejudge the rights of either Party.

3. It is precisely the interlocutory nature of the Order which prompts me to believe that the compromise ultimately adopted by the Court lacks balance. Thus, I am of the opinion that the Court should have clearly indicated a minimal provisional measure which I find justified under the circumstances. Without necessarily following the terms of the request, the Court could have prescribed this measure *proprio motu*, as permitted by its Statute (Art. 41) and Rules (Art. 75).

4. I believe that the Court should give a certain, clear and precise response, whether affirmative or negative, to the Congo's request. In other words, it should either deny it or grant it. The statement "the circumstances, as they now present themselves to the Court, are not such as to require the exercise of its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures" (paragraph 2 of the operative part of the Order) does not appear, on first view, to be without ambiguity. We have become accustomed to the circumlocutions of a principal political organ of the United Nations when called upon to take difficult decisions. We must now get used to similar pronouncements from the principal judicial organ of the United Nations. Do the teachings, in the broad sense, of the jurisprudence benefit from this?

5. That is one of the main reasons for my dissent (I), but I do agree with the majority of the Court on certain points (II). Finally, I shall describe the solution which I find appropriate (III).

## I. POINTS OF CONCURRENCE

6. I will briefly raise three points which the Court has considered and with which I am in agreement. Like the majority of the Members of the Court, I believe that the Court has *prima facie* jurisdiction (see paragraph 68 of the Order) pursuant to the Parties' respective declarations accepting its compulsory jurisdiction (see paragraphs 61 and 64 of the Order). But the Applicant failed to specify with mathematical precision the basis of the Court's jurisdiction. I also share the conclusion set out in the Order finding that "the request by the Congo for the indication of provisional measures has not been deprived of its object by reason of Mr. Yerodia Ndombasi's appointment as Minister of Education on 20 November 2000" (paragraph 60 of the Order). Finally, I voted with the majority

enfin voté avec la majorité de la Cour en faveur du premier paragraphe du dispositif de l'ordonnance. A bon droit, la Cour «*Rejette* la demande du Royaume de Belgique tendant à ce que l'affaire soit rayée du rôle». Cette demande, peut-être légitime pour le défendeur, se situe dans la droite ligne de sa prétention exorbitante de compétence universelle, telle qu'il la conçoit. Le juge international entend l'examiner au fond dans «les plus brefs délais» (paragraphe 76 de l'ordonnance). Point capital du compromis judiciaire décisif conclu, qui limite les conséquences inévitables du rejet poli de la demande du Congo.

7. Aussi, je n'aborderai point la question très importante, en cette phase de la procédure, de l'articulation juridique entre la compétence universelle et les immunités d'Etat.

## II. LES DIVERGENCES

8. Je vais à présent justifier la mesure conservatoire minimale que la Cour aurait dû prescrire à mon sens. A cette fin, je dois montrer que les conditions énoncées par la jurisprudence, de manière plus ou moins constante, qui subordonnent la prise d'une telle mesure, à savoir l'urgence, le caractère irréparable du préjudice et la préservation des droits des parties, ont été et demeurent remplies (pour la doctrine, voir notamment P. M. Martin, «Renouveau des mesures conservatoires: les ordonnances récentes de la Cour internationale de Justice», *JDI*, vol. 102, 1975, p. 45-59; J. Peter A. Bernhard, «The Provisional Measures Procedure of the International Court of Justice through US Staff in Tehran: Fiat Justitia, Pereat Curia», *Virginia Journal of International Law*, vol. 20, n° 3, 1980, p. 592-602).

### A. L'urgence

9. Je suis d'avis que l'urgence s'apprécie en fonction du domaine d'activité humaine concernée. On peut l'entendre comme l'état qui vise un traitement rapide du dossier. A l'intérieur de ce secteur, il est susceptible de degrés, de sorte qu'il est possible d'établir une hiérarchie parmi les situations urgentes: extrême urgence, grande urgence, urgence (voir l'ordonnance du 3 mars 1999 en l'affaire *LaGrand* «la plus grande urgence» (*C.I.J. Recueil 1999*, par. 9). Dans les divers cas, il y a toujours urgence.

10. Je réaffirme donc que l'urgence qui s'impose dans cette affaire présente des particularités. Il ne s'agit ni de l'urgence au sens médical du mot, ni de l'urgence dans l'acception directement humanitaire du terme. C'est une urgence au sens juridique général du vocable. Elle ne saurait être appréciée, ni de manière absolue, ni à la lumière des précédents singuliers. L'étalon temps dans l'espèce en examen se mesure à l'aune des événements tragiques que subit le Congo et au rythme accéléré des conférences internationales organisées sur le pays. La Cour a déjà eu connaissance des faits au sujet desquels elle a ordonné des mesures conserva-

of the Court in favour of the first paragraph of the operative part of the Order. The Court rightly "*Reject[ed]* the request of the Kingdom of Belgium that the case be removed from the List". This request, possibly justified in the eyes of the Respondent, is in keeping with its extravagant claim to universal jurisdiction, as the Respondent conceives it. The Court intends to consider it on the merits "with all expedition" (paragraph 76 of the Order). This is a crucial point of the judicial compromise embodied in the decision and one which limits the inequitable consequences of the polite denial of the Congo's request.

7. Thus, I shall not address the very important issue, in this phase of the proceedings, of the legal relationship between universal jurisdiction and State immunities.

## II. POINTS OF DISSENT

8. I shall now justify the minimal provisional measure which, in my view, the Court should have prescribed. For this purpose, I have to show that the conditions for the indication of such a measure, as laid down in a generally consistent manner in the jurisprudence, i.e., urgency, irreparable prejudice and the preservation of the rights of the parties, have been and remain satisfied (for the doctrine, see in particular P. M. Martin, "Renouveau des mesures conservatoires: les ordonnances récentes de la Cour internationale de Justice", *JDI*, Vol. 102, 1975, pp. 45-59; J. Peter A. Bernhard, "The Provisional Measures Procedure of the International Court of Justice through US Staff in Teheran: Fiat Justitia, Pereat Curia", *Virginia Journal of International Law*, Vol. 20, No. 3, 1980, pp. 592-602).

### A. Urgency

9. I believe that urgency must be assessed in the light of the sphere of human endeavour in question. It may be regarded as a circumstance calling for the expeditious handling of the case. Within that position there may be degrees of urgency, so that it is possible to establish a hierarchy among urgent situations: extreme urgency, great urgency, urgency (see the Order of 3 March 1999 in the *LaGrand* case, "the greatest urgency" (*I.C.J. Reports 1999*, p. 12, para. 9)). In all of these various cases, there is always urgency.

10. I therefore reaffirm that the urgency characterizing the present case has its own particular features. It is neither urgency in the medical sense of the term nor urgency as understood directly from the humanitarian standpoint. It is urgency in the general legal sense of the term. It cannot be assessed either in the absolute or in the light of individual precedents. In the case under consideration, the criterion of time must be measured in the light of the tragic events afflicting the Congo and the quickening rate at which international conferences concerning the country are being held. The Court has already taken cognizance of the

toires (affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2000, *C.I.J. Recueil 2000*, p. 111).

11. Si les allégations du Congo, incontestées par la Belgique, d'après lesquelles «plus de la moitié du Gouvernement congolais pourra être poursuivie et faire l'objet d'un mandat d'arrêt international, ainsi que d'une demande d'extradition, y compris le président de la République lui-même» (voir plaidoirie de M. Ntumba Luaba Lumu, compte-rendu de l'audience publique du 22 novembre 2000, CR 2000/34, p. 20), étaient fondées ainsi que les assertions du Congo selon lesquelles «un parti politique d'opposition au Gouvernement congolais fonctionnant sur le territoire belge» figurerait parmi les «plaignants» ou que des «raisons de sécurité» empêchent le conseil de la Belgique de révéler l'identité des plaignants de nationalité congolaise (voir plaidoirie de M. Eric David, compte rendu de l'audience publique du 21 novembre 2000, CR 2000/33, p. 23) à l'origine du mandat du 11 avril 2000, n'y aurait-il pas urgence à statuer à titre conservatoire? N'y va-t-il pas de la sauvegarde de l'utilité de l'office du juge international d'éviter, dans cette affaire pendante devant lui, la survenance éventuelle d'une situation analogue?

12. Je suis davantage amené à réfléchir sur cette situation lorsque je me réfère aux propos de l'un des conseils du Congo, membre du gouvernement de ce pays, M. Ntumba Luaba Lumu, qui n'a pas suscité de contestation de la part de la partie belge. L'orateur s'est posé la question de savoir si le remaniement de l'équipe gouvernementale congolaise intervenu le 20 novembre 2000 ne répondait pas à la volonté de la Belgique en ces termes:

«On peut se demander si à travers ce mandat on n'a pas voulu contraindre les autorités légitimes de la République démocratique du Congo à procéder à certains réaménagements politiques que la Belgique souhaitait et qui ont été du reste salués.» (Voir compte rendu de l'audience publique du 22 novembre 2000, CR 2000/34, p. 10.)

13. Sans que je puisse établir de manière sûre un lien de causalité entre certains faits, je peux aussi légitimement m'interroger sur le caractère simultané de la visite le 18 novembre 2000 d'un membre du Gouvernement belge à Kinshasa, du remaniement du Gouvernement congolais le 20 novembre 2000 et de l'ouverture des audiences actuelles à la Cour le 20 novembre 2000. Est-ce un pur hasard, cette coïncidence des calendriers?

14. Je suis donc d'avis qu'il y a urgence, quoique atténuée, à édicter des mesures conservatoires. D'autant plus que je crains une chose: le règlement judiciaire au fond ne devrait intervenir, quelle que soit la bonne volonté de la Cour, qu'après un long délai durant lequel l'affaire pourrait courir le risque d'être rayée du rôle. Sauf imprévu.

facts, concerning which it has indicated provisional measures (case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, Order of 1 July 2000, *I.C.J. Reports 2000*, p. 111).

11. If it were true that, as the Congo alleges and Belgium does not dispute, “more than half the members of the Congolese Government might be prosecuted and might be named on international arrest warrants and requests for extradition, including the President of the Republic himself” (see the oral argument by Mr. Ntumba Luaba Lumu, verbatim record of the public hearing on 22 November 2000, CR 2000/34, p. 20), and that, as the Congo contends, the “complainants” include “a political party in opposition to the Congolese Government and operating on Belgian territory”, or that “security reasons” prevent counsel for Belgium from revealing the identity of the complainants of Congolese nationality who were behind the warrant of 11 April 2000 (see the oral argument by Mr. Eric David, verbatim record of the public hearing on 21 November 2000, CR 2000/33, p. 23), would there not be an urgent need for some form of provisional ruling? Does not the need to safeguard the efficacy of the international judicial function require that such a situation be prevented from arising in the case pending before the Court?

12. I am further led to reflect on this situation when I consider a comment by Mr. Ntumba Luaba Lumu, one of the Congo’s counsel and a member of that country’s Government. Belgium did not challenge that comment. The speaker asked in the following terms whether the reshuffling of the Congolese Government on 20 November 2000 was not in response to Belgium’s desire:

“The question may be raised whether this warrant was not intended as a means to force the lawful authorities of the Democratic Republic of the Congo to make certain political changes which Belgium desired and which, moreover, have been welcomed.” (See the verbatim record of the public hearing of 22 November 2000, CR 2000/34, p. 10.)

13. While I cannot establish a definite causal relationship between certain facts, I can also reasonably question the closeness in time of the visit to Kinshasa by a member of the Belgian Government on 18 November 2000, the reshuffling of the Congolese Government on 20 November 2000 and the opening of the hearings by the Court on 20 November 2000. Was it mere chance that these events coincided?

14. I am therefore of the opinion that there is an urgent need, albeit an attenuated one, to order provisional measures. And I believe so even more strongly because I have one fear: that, regardless of the Court’s good intentions, a judicial decision on the merits may be a long time in coming, and that during that time there is a risk that the case could be removed from the List. Barring unforeseen developments.



### B. Le préjudice irréparable

15. Je serais enclin à croire que le Congo a subi un préjudice irréparable, directement sur le plan moral et, indirectement sur le plan matériel, physique et humain, du fait de l'acte unilatéral de la Belgique à l'encontre du ministre des affaires étrangères congolais. Semblable critère est réaffirmé dans la jurisprudence abondante de la Cour, notamment: affaires des *Essais nucléaires (Australie c. France)* (C.I.J. Recueil 1973, p. 103); *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)* (C.I.J. Recueil 1979, p. 19); *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro))* (C.I.J. Recueil 1993, p. 19); *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)* (C.I.J. Recueil 1998, p. 36); *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* (C.I.J. Recueil 1999, p. 15); *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* (C.I.J. Recueil 2000, p. 127, par. 39). Mais il demeure vrai pour le demandeur que *actori incumbit probatio*. Je ne conteste pas non plus que depuis que M. Yerodia Ndombasi est passé du ministère des affaires étrangères au ministère de l'éducation nationale, l'ampleur du préjudice que subit le Congo a changé. C'est dire, en d'autres mots, que cet Etat continue de subir des dommages mais dans des proportions relativement inférieures à celles connues précédemment du point de vue des relations internationales.

16. Je pense précisément que le mandat d'arrêt du 11 avril 2000 a causé un préjudice à la diplomatie congolaise dans la mesure où son chef, qui s'est néanmoins beaucoup déplacé à l'étranger, dans l'hémisphère sud, n'a plus été en mesure pendant plusieurs mois de participer à toutes les réunions internationales organisées de par le monde où la question des activités armées étrangères sur le territoire du Congo était utilement examinée. L'Etat congolais a ainsi pu souffrir de l'inobservance de la règle de présence diplomatique lorsqu'il s'est trouvé représenté à un échelon inférieur dans des rencontres des ministres des affaires étrangères. Il en est résulté que la substance des pourparlers, spécialement des entretiens tendant à mettre un terme au conflit armé, a été affectée. Les prérogatives de souveraineté internationale du Congo en ont donc souffert. Il y a là, me semble-t-il, un type de préjudice irréparable (voir Ewa Stanislawa Alicja Salkiewicz: *Les mesures conservatoires dans la procédure des deux Cours de La Haye*, 1984, p. 69, sur «le dommage non susceptible de quelque réparation»). Sans que malheureusement une preuve irréfutable ait été rapportée, une telle situation peut avoir eu des *conséquences indirectes* sur la vie des populations civiles victimes du conflit armé en cours (selon l'International Rescue Committee (Etats-Unis), *Mortality Study Eastern Democratic Republic of Congo, "of the 1.7 million excess deaths, 200,000 were attributable to acts of violence"* (sources: [www.theirc.org/mortality.htm](http://www.theirc.org/mortality.htm).)

17. D'autre part, je soutiens que le comportement de la Belgique a jeté

### B. Irreparable Prejudice

15. I would be inclined to believe that the Congo has suffered irreparable prejudice, directly from the standpoint of moral damage and indirectly from the standpoints of material and physical damage and human injury, from Belgium's unilateral act against the Congolese Minister for Foreign Affairs. Such a criterion has been repeatedly upheld in the Court's abundant jurisprudence, notably in the cases concerning *Nuclear Tests (Australia v. France)* (I.C.J. Reports 1973, p. 103); *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)* (I.C.J. Reports 1979, p. 19); *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))* (I.C.J. Reports 1993, p. 19); and *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)* (I.C.J. Reports 1998, p. 36); *LaGrand (Germany v. United States of America)* (I.C.J. Reports 1999, p. 15); and the case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)* (I.C.J. Reports 2000, p. 127, para. 39). But, as far as the Applicant is concerned, it remains the case that *actori incumbit probatio*. Nor do I deny that the magnitude of the prejudice suffered by the Congo has changed since Mr. Yerodia Ndombasi moved from the Ministry of Foreign Affairs to the Ministry of Education. In other words, that State continues to suffer harm but in lesser proportions than that previously suffered from the standpoint of international relations.

16. Specifically, I believe that the arrest warrant of 11 April 2000 caused prejudice to Congolese diplomacy, since the head of the diplomatic corps, who did nevertheless take numerous trips abroad — in the southern hemisphere —, was unable for several months to take part in all the international meetings held throughout the world where the question of foreign armed activities on the territory of the Congo was addressed. Thus, when it found itself being represented by lower-level officials at meetings of Foreign Ministers, the Congolese State suffered the loss of the benefit of diplomatic precedence. The result was that the substance of talks, especially discussions aimed at ending the armed conflict, was adversely affected. The Congo's international sovereign prerogatives therefore suffered. This, I believe, is a type of irreparable prejudice (see Ewa Stanisława Alicja Salkiewicz, *Les mesures conservatoires dans la procédure des deux Cours de La Haye*, 1984, p. 69, concerning "damage not capable of any reparation"). Although unfortunately no irrebutable evidence was offered, this situation could have had *indirect consequences* on the life of the civilian population victim of the armed conflict in progress (according to the International Rescue Committee (United States), *Mortality Study Eastern Democratic Republic of Congo*, "of the 1.7 million excess deaths, 200,000 were attributable to acts of violence" (sources: [www.theirc.org/mortality.htm](http://www.theirc.org/mortality.htm))).

17. I would also argue that Belgium's conduct has cast discredit, and

et continue de jeter le discrédit sur le Gouvernement du Congo, par ailleurs affaibli par le conflit armé en cours. Il tend à accabler, à priori, par un jugement sommaire, l'une des Parties au conflit d'accusations infamantes au sein de la communauté internationale, de présenter l'agressé comme l'agresseur (voir la résolution 1234 du 9 avril 1999 et la résolution 1304 du 16 juin 2000 du Conseil de sécurité). Puisque la Belgique a diffusé, via Interpol, le contenu de son mandat aux Etats membres de cette institution, la recherche de solution pacifique au conflit armé international ne s'en trouve-t-elle pas ainsi compliquée? Par là, j'estime que les droits du Congo à la notoriété internationale ont été atteints. Il s'agit des droits extra-patrimoniaux à l'honneur, à la dignité du peuple congolais représenté par son Etat.

18. Au total, les agissements de la Belgique ont entraîné des dommages, d'une part, aux droits de souveraineté du peuple congolais organisé en Etat indépendant: «la privation de souveraineté subie par l'Etat ... est une preuve certaine du caractère irréparable du préjudice» (El-Kosheri, op. dissidente dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*, C.I.J. Recueil 1992, p. 215). Selon M. S. Oda, l'objet des mesures conservatoires est de «sauvegarder les droits des Etats exposés à un risque imminent de violation irréparable» (opinion dissidente dans l'affaire *LaGrand*, C.I.J. Recueil 1999, p. 19, par. 5). D'autre part, il a été porté atteinte aux droits à la dignité et à l'honneur dudit peuple au sein de la société internationale, y compris, très indirectement sous forme d'autres préjudices, fussent-ils collatéraux.

19. Je ne conteste cependant pas que l'évaluation précise des dommages causés au Congo n'est guère aisée. Mais c'est là une difficulté qui peut surgir dans l'application pratique du principe. Je souligne encore que l'absence du chef de la diplomatie congolaise à certaines rencontres internationales organisées dans les capitales des pays qui forment le centre du monde, à la différence de ceux de la périphérie du globe, pendant plusieurs mois, a pu entraîner, vraisemblablement des dommages indirects sur les personnes et les biens congolais se trouvant actuellement en territoires théâtres des hostilités. La présence personnelle du ministre congolais des affaires étrangères aux rencontres précitées aurait pu épargner des vies humaines. Le ministre en question aurait pu argumenter valablement en vue d'amener les autres parties au conflit armé à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme (voir les déclarations de M. S. Oda dans les affaires *Breard* et *LaGrand*, sur la nécessité de «tenir compte des droits des victimes d'actes de violence (aspect qui a souvent été négligé)» (*Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 9 avril 1998, C.I.J. Recueil 1998, p. 248, par. 2, et *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999, p. 18, par. 2).

20. Quant au préjudice moral, j'estime qu'il est encore plus difficile à évaluer avec exactitude. Il n'en est pas pour autant bien réel. La Cour

continues to cast discredit, on the Government of the Congo, already weakened by the armed conflict in progress. That conduct is likely, as the result of a summary decision, to burden one of the Parties to the conflict from the outset with accusations that degrade it in the eyes of the international community and to characterize the aggressed as the aggressor (see Security Council resolution 1234 of 9 April 1999 and resolution 1304 of 16 June 2000). Has not the fact that Belgium, through Interpol, circulated its warrant to Interpol member States complicated the search for a peaceful resolution to the international armed conflict? I believe that the Congo's rights to international respect have been prejudiced thereby. These are moral rights to honour and dignity of the Congolese people, as represented by their State.

18. In sum, Belgium's actions have in the first place caused injury to the sovereign rights of the Congolese people, as organized in an independent State: "deprivation of the State's sovereignty . . . is a sure test of the irreparability of the prejudice" (El-Kosheri, dissenting opinion in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*, *I.C.J. Reports 1992*, p. 215). In the words of Judge Oda, the object of provisional measures is "to preserve *rights of States* exposed to an imminent breach which is irreparable" (declaration in *LaGrand*, *I.C.J. Reports 1999*, p. 19, para. 5). Secondly, Belgium's actions have violated that people's rights to dignity and honour within the international community, including indirect injury in the form of other prejudice, albeit collateral.

19. I do not disagree, however, that it is very difficult to place a precise value on the injury caused to the Congo. But that is a problem which may arise in the practical application of the principle. I would point out once again that the absence over several months of the head of the Congolese diplomatic corps from international meetings held in the capitals of countries at the centre of world events, as opposed to those playing more peripheral roles, may in all likelihood have resulted in indirect damage to Congolese citizens and assets currently situated on territories where hostilities are taking place. The presence of the Congolese Minister for Foreign Affairs in person at those meetings might have saved lives. The Minister might have succeeded in convincing other parties to the armed conflict to respect international humanitarian law and human rights (see Judge Oda's declarations in the *Breard* and *LaGrand* cases: "the rights of victims of violent crimes (a point which has often been overlooked) should be taken into consideration" (*Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 9 April 1998*, *I.C.J. Reports 1998*, p. 260, para. 2, and *LaGrand (Germany v. United States of America)*, *Order of 3 March 1999*, *I.C.J. Reports 1999*, p. 18, para. 2).

20. I believe it even more difficult to make a precise estimate of the moral prejudice. But that does not make that prejudice any less real.

pourra, au moment de l'examen de l'affaire au fond, s'en apercevoir. Le seul fait d'émettre un mandat d'arrêt contre l'organe d'un État étranger, en l'état actuel du droit international, est plus que discutable. Imaginons la situation inverse où des juges congolais émettraient des mandats similaires contre des organes belges pour des faits commis au Congo postérieurement à Nuremberg, période de l'apparition de ce nouveau droit selon le conseil belge. Car, assure Antonio Cassese, la colonisation européenne a causé «la destruction d'ethnies entières» (Antonio Cassese, «La communauté internationale et le génocide», *Le droit international au service de la paix, de la justice et du développement, Mélanges Virally*, 1991, p. 183).

21. Néanmoins, depuis la nomination de M. Yerodia Ndombasi au portefeuille de l'éducation nationale le 20 novembre 2000, je suis d'avis que le préjudice irréparable subi par le Congo a diminué d'ampleur, puisque l'intéressé se voit attribuer, *pour l'heure*, les fonctions de ministre de l'éducation nationale dont le volume majeur des activités se déroule sur le territoire national. Il demeure que la portion mineure de cette charge, entendue au sens classique de la division du travail, dans un monde où de plus en plus de matières s'internationalisent, intéresse les relations internationales. Est-il admissible que cette fraction, parce que réduite, subisse de telles limitations?

22. D'autre part, l'autonomie constitutionnelle que le droit international reconnaît aux États permet à ces derniers de désigner librement, sans entrave, ni injonction extérieure, tel ou tel membre du gouvernement, sans égard à ses fonctions nominales, pour des missions à l'étranger. La pratique congolaise, entre autres, paraît abondante en la matière. D'autant plus que le conflit armé auquel est confronté le Congo exige la participation, individuelle et collective, des membres du gouvernement aux négociations bilatérales et multilatérales tendant à mettre un terme à la guerre. Il est donc possible que le Congo subisse une privation de fait dans l'exercice de ses prérogatives souveraines au plan international si M. Yerodia Ndombasi, en raison de son expérience récente dans ce domaine ou pour toute autre raison, ne peut accomplir librement, au nom de son gouvernement, une mission dans certains pays étrangers.

23. En dernière analyse, il me semble que la situation de l'ancien ministre des affaires étrangères du Congo n'a pas totalement bouleversé les *circonstances* ayant dicté la demande en indication de mesures conservatoires, tant que l'intéressé demeure membre du Gouvernement congolais. Je ne nie pas pour autant la différence importante entre les fonctions d'un ministre des affaires étrangères et les charges d'un ministre de l'éducation nationale ainsi que les fondements juridiques différents des immunités attachées à l'un et l'autre postes gouvernementaux.

### C. La préservation des droits respectifs des Parties

24. On a épilogué sur les droits respectifs des Parties qu'il convient de préserver. On a ainsi allégué l'identité des prétentions du Congo tant en

When considering the merits of the case, the Court will be in a position to observe this. Under current international law, the act of issuing an arrest warrant against an organ of a foreign State is itself highly questionable. Let us imagine the converse situation, in which Congolese courts were to issue similar warrants against Belgian organs concerning acts committed in the Congo post-Nuremberg, during which period this new law came into being, according to counsel for Belgium. For, as Antonio Cassese states, European colonization caused “the destruction of entire ethnic groups” (Antonio Cassese, “La communauté internationale et le génocide”, *Le droit international au service de la paix, de la justice et du développement*, *Mélanges Virally*, 1991, p. 183).

21. Nevertheless, I am of the view that the irreparable prejudice suffered by the Congo has diminished in magnitude since Mr. Yerodia Ndombasi was entrusted with the education portfolio on 20 November 2000, because he has *at present* been assigned the duties of Minister of Education and most of those activities are carried out on the national territory. The fact remains that, in a world in which an increasing number of matters take on an international dimension, a minor part of those duties, in the classic, division of labour sense, involves international relations. Is it acceptable that, because that part is small, it should be subject to such restrictions?

22. Moreover, international law recognizes the constitutional autonomy of States and, pursuant to that autonomy, States may freely appoint, without impediment or outside interference, any member of the Government to fulfil missions abroad, without regard to that member’s nominal office. This would appear to be a common practice of the Congo, among other States. This is all the more important because the armed conflict confronting the Congo requires participation, both individual and collective, by members of its Government in bilateral and multilateral negotiations aimed at ending the war. It is therefore possible that the Congo is deprived *de facto* of the full exercise of its sovereign prerogatives internationally if Mr. Yerodia Ndombasi is prevented, because of his recent experience in this area or for any other reason, from freely accomplishing a mission on behalf of his Government in certain foreign countries.

23. In the final analysis, it appears to me that, as long as the former Minister for Foreign Affairs of the Congo remains a member of the Congolese Government, his change in position does not drastically alter the *circumstances* which called for the submission of the request for the indication of provisional measures. I do not, however, deny that there is a substantial difference between the functions of a Minister for Foreign Affairs and those of a Minister of Education, and between the legal bases of the immunities attaching to one or the other of those government posts.

### *C. Preservation of the Parties’ Respective Rights*

24. Much argument was devoted to the Parties’ respective rights to be preserved. It was thus alleged that the Congo was making the same

demande de mesures conservatoires qu'en requête relative au fond. La Cour n'a heureusement pas suivi cette argumentation. Je continue de croire que les *droits de souveraineté* du demandeur et ses *droits à l'honneur et à la dignité* doivent être sauvegardés de manière équilibrée avec les droits du défendeur en attendant le jugement au fond. Il y a, dans les circonstances actuelles, un déséquilibre entre les uns et les autres. C'est un risque réel que l'un des Etats continue à subir la volonté de l'autre.

25. Dès lors que le défendeur justifie son comportement insolite en ces termes :

«33. Bien au contraire, la délivrance de ce mandat d'arrêt est un moyen d'aider le Congo à exercer un droit qui, faut-il le rappeler, est aussi une obligation pour le Congo, à savoir arrêter et poursuivre M. Yerodia Ndombasi devant les juridictions congolaises pour les faits qui lui sont imputés.» (Voir plaidoirie de M. Eric David, CR 2000/33, p 31-32.)

J'interprète cette conception comme «l'invocation par un Etat d'un droit nouveau ou d'une exception sans précédent au principe» [de non-intervention] qui «si elle était partagée par d'autres Etats» tendrait «à modifier le droit international coutumier» (affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, p. 109, par. 207). L'un des effets d'un droit subjectif n'est-il pas l'exclusion des prétentions tierces ou l'obligation des tiers de respecter le droit d'autrui?

En d'autres mots, poursuit le conseil de la Belgique, «[c]'est dire si le mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire belge, bien loin de porter atteinte aux droits du Congo, aide au contraire ce dernier à les exercer» (CR 2000/33, p. 32). S'agit-il là des conséquences de la vivacité éventuelle des souvenirs sur les liens juridiques historiques qui permettaient d'édicter depuis la métropole des actes juridiques produisant des effets outre-mer?

On se trouve ainsi en présence d'une revendication de l'idée d'«ingérence judiciaire» (voir Mario Bettati, *Le droit d'ingérence – Mutation de l'ordre international*, 1996, contra S. Bula-Bula, «L'idée d'ingérence à la lumière du Nouvel Ordre Mondial», *Revue africaine de droit international et comparé*, t. IV, n° 1, mars 1994, «La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée», *ibid.*, vol. 9, n° 3, septembre 1997).

Et la Belgique va jusqu'à affirmer que: «Dans ces conditions, indiquer les mesures conservatoires réclamées par le Congo dans la présente espèce, serait constitutif d'atteinte aux droits conférés à la Belgique par le droit international lui-même.» (Plaidoirie de M. Eric David, CR 2000/33, p. 35.)

26. Je persiste à croire que l'analyse développée aux points A et B ci-dessus a permis de constater l'*urgence relative* à ordonner des mesures conservatoires. Elle a aussi montré le *préjudice irréparable* subi et que continue à subir un Etat décolonisé, de la part de l'ancienne puissance coloniale convaincue — diraient certains — de sa «mission sacrée de civi-

claims in the request for provisional measures as in the Application concerning the merits. Fortunately, the Court did not accept this argument. I continue to believe that the Applicant's *sovereign rights* and its *rights to honour and dignity* must be safeguarded in a balanced manner with the Respondent's rights pending the judgment on the merits. Under the present circumstances, these respective rights are not evenly balanced. There is a real risk that one of the States will continue to be subject to the will of the other.

25. The Respondent justifies its singular conduct as follows:

“33. Quite the contrary: the issue of the arrest warrant is a means of helping the Congo to exercise a right which — it should be recalled — is also an obligation for the Congo, namely that of arresting and prosecuting Mr. Yerodia Ndombasi in the Congolese courts on account of the acts with which he is charged.” (See the oral argument by Mr. Eric David, CR 2000/33, pp. 31-32.)

I interpret this conception as “[r]eliance by a State on a novel right or an unprecedented exception to the principle” [of non-intervention] which “if shared in principle by other States” would “tend towards a modification of customary international law” (case concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, *Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 109, para. 207). Does a subjective right not have the effect of excluding third-party claims and obliging third parties to respect the right of another?

“In other words,” continued counsel for Belgium, “the arrest warrant issued by the Belgian judicial authority, far from violating the Congo’s rights, on the contrary assists that country in exercising them” (CR 2000/33, p. 32). Are these the consequences of lingering memories of historical legal ties that enabled the colonizing Power to promulgate legal provisions with overseas effect?

Thus what we find being put forward here is the notion of “judicial intervention” (see Mario Bettati, *Le droit d’ingérence — Mutation de l’ordre international*, 1996, *contra* S. Bula-Bula, “L’idée d’ingérence à la lumière du Nouvel Ordre Mondial”, *Revue africaine de droit international et comparé*, Vol. IV, No. 1, March 1994, “La doctrine d’ingérence humanitaire revisitée”, *ibid.*, Vol. 9, No. 3, September 1997).

And Belgium goes so far as to assert that: “In these circumstances, to indicate the provisional measures requested by the Congo in this case would be tantamount to violating the rights which international law itself has conferred on Belgium.” (Oral argument by Mr. Eric David, CR 2000/33, p. 35.)

26. I persist in believing that the analysis set out in points A and B above shows that there is *relative urgency* in indicating provisional measures. It also demonstrates the *irreparable prejudice* already suffered and continuing to be suffered by a decolonized State, caused by an erstwhile colonial Power convinced — some would say — of its “sacred civilizing



lisation». Le demandeur ne revendique pas un «droit fantasmatique» (plaidoirie de M. Eric David, CR 2000/33, p. 35). Il apparaît que les reproches articulés par le Congo dans cette affaire contre la Belgique et implicitement admises par cette dernière, comme montré ci-dessus, portent bien sur la violation de la souveraineté et de l'indépendance politique du Congo par la Belgique. Je pense qu'il y a là des droits entrant dans le cadre du présent différend juridique.

Ces droits commandent d'être préservés au risque de voir l'une des Parties imposer son ordre politique et juridique à l'autre rendant ainsi sans objet l'examen de l'affaire au fond (voir ci-dessus, l'indication d'une «liste d'attente» du mandat d'arrêt de plusieurs ministres congolais chez le juge belge et l'allusion du conseil congolais, membre du Gouvernement congolais, sur les souhaits de la Belgique relativement au remaniement ministériel, la simultanéité de certains faits...)

27. Les droits à sauvegarder consistent aussi dans la prérogative souveraine (voir paragraphe 40 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2000 en l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* : «[les] droits à la souveraineté ... doivent retenir l'attention de la Cour dans son examen de la présente demande en indication de mesures conservatoires») reconnue à chaque Etat d'exercer la plénitude de ses compétences en matière législative, exécutive et judiciaire sans ingérence extérieure. Nul Etat ne saurait enjoindre à un autre Etat par des mesures *coercitives* qu'elles soient administratives, judiciaires ou autres, la manière de conduire les affaires nationales sur son territoire (voir M. Bedjaoui, affaire des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, C.I.J. Recueil 1992, p. 148, et S. A. El-Kosheri, *ibid.*, p. 215). L'allégation de tout fait qui engagerait éventuellement la responsabilité d'un Etat doit être communiquée, par les canaux diplomatiques appropriés, à ce dernier. Puisque «le droit international exige aussi le respect de l'intégrité politique» (affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique) fond*, C.I.J. Recueil 1986, p. 106, par. 202).

28. Il faut souhaiter qu'il n'y ait aucune *aggravation* ni aucune *extension* du différend entre les deux Etats, du moment que l'ambassadeur du Congo accrédité à Bruxelles a regagné son poste à la fin de novembre 2000 au terme de son rappel consécutif à l'émission du mandat contesté en avril 2000. Néanmoins, les relations belgo-congolaises, traditionnellement marquées par des hauts et des bas, et ce, dès le lendemain de la décolonisation, auraient pu gagner en qualité si la Cour avait été moins pusillanime.

### III. CONCLUSION

29. En définitive, je juge opportun et légitime une mesure conservatoire aux termes de laquelle la Cour aurait ordonné la *suspension du man-*

mission". The Applicant is not relying on a "ghost right" (oral argument by Mr. Eric David, CR 2000/33, p. 35). It is apparent that the Congo's accusations against Belgium in this case, which, as shown above, Belgium has implicitly admitted, do indeed concern Belgium's violation of the sovereignty and political independence of the Congo. I believe that those rights fall within the scope of the present legal dispute.

Those rights demand safeguarding, at the risk otherwise that one of the Parties will impose its political and legal order on the other, thereby rendering moot any consideration of the case on the merits (see above the reference to the Belgian judge's "waiting list" of arrest warrants for several Congolese ministers and the reference by counsel for the Congo, a member of the Congolese Government, to Belgium's desire for a Cabinet reshuffle and to the simultaneous occurrence of certain events, etc.).

27. The rights to be preserved also include the sovereign prerogative (see paragraph 40 of the Order of 1 July 2000 in the case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*): it is upon "[the] rights to sovereignty . . . that the Court must focus its attention in its consideration of this request for the indication of provisional measures") which each State is recognized to enjoy in exercising its full powers in the legislative, executive and judicial spheres without outside interference. No State can impose on another State, by means of *coercive* measures, whether administrative, judicial or others, the manner in which domestic affairs are to be conducted on its territory (see Judge Bedjaoui, case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, *I.C.J. Reports 1992*, p. 148, and S. A. El-Kosheri, *ibid.*, p. 215). The allegation of any fact which might engage the responsibility of a State must be communicated through appropriate diplomatic channels to that State, because "international law requires political integrity also to be respected" (case concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, *Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 106, para. 202).

28. It is to be hoped that the dispute between the two States is neither *aggravated* nor *extended*, given that the Congo's ambassador to Brussels returned to his post in late November 2000, after having been recalled in response to the issue of the disputed warrant in April 2000. Nevertheless, relations between Belgium and the Congo, historically characterized by highs and lows ever since decolonization, could have benefited had the Court been less pusillanimous.

### III. CONCLUSION

29. In short, I consider that it would have been appropriate and legitimate for the Court to indicate a provisional measure ordering the *suspen-*

*dat* du 11 avril 2000 en attendant de rendre sa décision au fond, dans les plus brefs délais eu égard à l'importance de l'affaire.

30. Je trouve donc la demande du défendeur relative au rejet de toute mesure conservatoire tout à fait excessive. D'autre part, je ne partage pas l'analyse de la Cour sur les circonstances actuelles qui ne lui commanderaient pas d'user de son pouvoir tel que défini à l'article 41 du Statut.

31. A défaut d'ordonner la mesure conservatoire minimale ci-dessus, la Cour aurait pu insérer dans le dispositif du projet d'ordonnance mon amendement ainsi conçu :

- «2. a) *Dit* que le Royaume de Belgique, qui est informé de la nature de la revendication de la République démocratique du Congo, doit envisager l'incidence qu'un arrêt faisant droit à cette revendication pourrait avoir sur l'exécution du mandat du 11 avril 2000 et décider si et dans quelle mesure il lui faudrait en conséquence réexaminer son mandat ;
- b) *Dit* que la République démocratique du Congo, qui est informée de la nature de la revendication du Royaume de Belgique, d'envisager l'incidence qu'un arrêt faisant droit à cette revendication pourrait avoir sur l'exécution du mandat d'arrêt du 11 avril 2000 et de décider si et, dans quelle mesure il lui faudrait en conséquence réexaminer sa position.»

Comme M. Oda le rappelle :

«il est établi dans la jurisprudence constante de la Cour que lorsque celle-ci apparaît *prima facie* comme étant compétente elle peut (si elle le juge bon) indiquer des mesures conservatoires, et cette règle a toujours été interprétée de façon très libérale en faveur du demandeur, de crainte qu'un refus ne soit, sans nécessité, préjudiciable à la poursuite de l'affaire. Par conséquent, la possibilité d'indiquer des mesures conservatoires ne peut être refusée *in limine* que dans une affaire où l'absence de compétence est si manifeste qu'il n'y a pas lieu de s'interroger plus avant sur l'existence de la compétence lors d'une phase ultérieure». (Déclaration de S. Oda jointe à l'ordonnance du 14 avril 1992 relative aux mesures conservatoires en l'affaire des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamaïriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, C.I.J. Recueil 1992, p. 130).

33. La doctrine s'accorde généralement pour reconnaître que le pouvoir de la Cour d'indiquer des mesures conservatoires vise à «éviter que des décisions soient privées d'effet utile» (G. Fitzmaurice, *The Law and Procedure of the International Court of Justice*, vol. II, p. 542, 1986, cité par M. Ajibola dans son opinion dissidente en l'affaire des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971*

sion of the warrant of 11 April 2000 pending the Court's decision on the merits, to be rendered with all expedition in light of the importance of the case.

30. I therefore find the Respondent's request that the Court deny all provisional measures to be altogether excessive. Also, I do not agree with the Court's analysis of the current circumstances, which, in its view, do not require it to exercise its power as defined in Article 41 of the Statute.

31. Failing the minimal provisional measure set out above, the Court could have included my amendment, worded as follows, in the operative part of the draft Order:

- “2. (a) *Finds* that the Kingdom of Belgium, which has knowledge of the nature of the claim by the Democratic Republic of the Congo, should consider the impact that a judgment upholding that claim could have on the execution of the warrant of 11 April 2000 and should decide whether and to what extent it ought therefore to reconsider its warrant;
- (b) *Finds* that the Democratic Republic of the Congo, which has knowledge of the nature of the claim by the Kingdom of Belgium, should consider the impact that a judgment upholding that claim could have on the execution of the arrest warrant of 11 April 2000 and should decide whether and to what extent it ought therefore to reconsider its position.”

As Judge Oda has recalled:

“through the Court's jurisprudence it is established that, if the Court appears *prima facie* to possess jurisdiction, it may (if it thinks fit) indicate provisional measures, and this rule has always been interpreted most generously in favour of the applicant, lest a denial be needlessly prejudicial to the continuation of the case. Thus the possibility of indicating provisional measures may be denied *in limine* only in a case where the lack of jurisdiction is so obvious as to require no further examination of the existence of jurisdiction in a later phase.” (Declaration of Acting President Oda, appended to the Order of 14 April 1992 concerning provisional measures in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, I.C.J. Reports 1992, p. 130.)

33. The doctrine is in general agreement in acknowledging that the Court's power to indicate provisional measures aims to “prevent its decisions from being stultified” (G. Fitzmaurice, *The Law and Procedure of the International Court of Justice*, Vol. II, p. 542, 1986, quoted by Judge Ajibola in his dissenting opinion in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising*

*résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, C.I.J. Recueil 1992, p. 194).

34. Puis-je considérer dans l'espèce en examen que la Cour a interprété la demande de manière libérale? Peut-on affirmer que la crainte de voir l'affaire rayée du rôle de la Cour est exclue? Y-a-t-il des doutes sur l'importance de premier ordre de cette affaire au fond? Pourtant, la compétence, *prima facie*, de la Cour en cette affaire est admise par une très large majorité des juges.

35. Il faut souhaiter que l'attitude de la Cour, dictée apparemment par des préoccupations de politique judiciaire propres à l'institution, ne soit pas perçue par certains plaideurs, au premier chef le demandeur dans l'actuelle instance, comme un déni de justice. Il y va de la promotion du règne du droit. Car, ainsi que l'a dit Lacordaire, entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège. La liberté de négocier entre l'ancienne puissance coloniale devenue pays industrialisé et l'ancienne colonie affaiblie ne s'apparente-t-elle pas à cette situation?

36. Encore que le demandeur ne semble pas avoir administré la preuve de parfaite cohérence devant le prétoire. Il n'est pas douteux que le plaideur qui intente une action judiciaire s'oblige, en droit procédural, à suivre un comportement de nature à maximiser les chances d'aboutissement heureux de sa cause, fût-ce dans les délais relativement brefs de la procédure incidente.

37. D'autre part, nul n'ignore le rôle de l'opinion principalement ces temps derniers. Mais il importe parfois de contrôler objectivement les «jugements hâtifs de l'opinion ou des *mass media*» (opinion dissidente de M. Bedjaoui, dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, C.I.J. Recueil 1992, p. 148).

(Signé) Sayeman BULA-BULA.

from the *Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, I.C.J. Reports 1992, p. 194).

34. Can I consider that the Court in the present case has interpreted the request generously? Can it be asserted that there is no reason to fear that the case could be removed from the Court's List? Is there any doubt as to the very high importance of this case on the merits? Yet a very wide majority of the Members of the Court agree that the Court has prima facie jurisdiction in this case.

35. It is to be hoped that the Court's attitude, apparently dictated by the institution's own considerations of judicial policy, is not seen by certain litigants, first and foremost the Applicant in the present proceedings, as a denial of justice. What is at stake is promotion of the rule of law. For, as Lacordaire said, as between the weak and the strong, freedom oppresses and the law protects. Is not the "freedom" found in dealings between a former colonial Power, now an industrialized country, and its weakened, former colony an example of this?

36. Admittedly, the Applicant appears not to have made an entirely coherent case before the Court. It is undeniably true that a litigant bringing judicial proceedings is under an obligation, pursuant to the rules of procedure, to act in a manner calculated to maximize its chances of prevailing, even within the relatively short time-limits for incidental proceedings.

37. No one, moreover, can be ignorant of the role played, especially lately, by public opinion. It is however sometimes important to cast an objective eye on the "hasty judgments of public opinion or the mass media" (dissenting opinion of Judge Bedjaoui in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, I.C.J. Reports 1992, p. 148).

(Signed) Sayeman BULA-BULA.